

ENTRETIEN RICHARD DESCOINGS, directeur de Sciences-Po Paris

« Il faudrait enseigner le sens de ce qu'on enseigne »

► Pour le directeur de Sciences-Po Paris, apprendre, ce n'est pas seulement augmenter ses chances d'obtenir un emploi. C'est avant tout élever son niveau de conscience citoyenne.

De nombreux élèves poursuivent des études sans forcément en percevoir le sens. Ce phénomène est-il lié à ce qu'on appelle la « massification » de l'enseignement ?

Richard Descoings : L'interrogation autour du sens des apprentissages n'est pas nouvelle, loin s'en faut. Quand Jules Ferry, à la fin du XIX^e siècle, a instauré l'instruction obligatoire, il a dû convaincre les parents de l'intérêt que représentait la classe pour leurs enfants. Il a d'ailleurs été prévu, en guise de compromis, de longues vacances scolaires pour permettre à ces derniers de participer aux moissons. J'ajoute qu'il a aussi fallu vaincre de fortes réticences s'agissant de l'instruction des filles. Beaucoup pensaient en effet qu'il n'était pas nécessaire d'aller à l'école pour faire une bonne épouse. Un préjugé qui a eu la vie longue. Il a ainsi fallu attendre 1972 pour que l'École polytechnique s'ouvre aux femmes... Aujourd'hui, même si nombre d'élèves ont du mal à percevoir la finalité des études, nul ou presque ne se demande si cela vaut la peine de lutter contre l'illettrisme et de permettre aux jeunes d'acquérir les connaissances du socle commun à la fin du collège.

Comment, malgré tout, aider ces élèves à percevoir le sens des apprentissages ?

À tout moment, il faudrait pouvoir enseigner le sens de ce qu'on enseigne, y compris en primaire. Cela peut passer par des exemples concrets, notamment les bons vieux exercices visant à déterminer combien de temps met une baignoire à se vider en fonction du débit... Il faudrait aussi prévoir un moment, avant de commencer les cours, pour faire le point : « *Voilà où vous en êtes, voilà où on va vous emmener. Les notes serviront à mesurer votre progression.* » Je rêve d'une école où, en début d'année, tous les adultes en charge des élèves expliqueraient, comme cela se fait dans les « bons » établissements privés, pourquoi il est essentiel d'étudier les maths, le français, l'histoire-géo, etc. Trop souvent,



Richard Descoings vu par Théophile Trossat: «*Nous avons convenu de vingt minutes pour la séance photo, le programme de M.Descoings a changé: je n'ai eu droit qu'à trois minutes!*»

Théophile Trossat, 26 ans, était technicien de bureau d'études et méthode à La Rochelle avant de décider de devenir photojournaliste. Il est l'auteur de reportages sur la ruralité et sur le monde de la mer. Son sujet de reportage et de multimédia de fin de stage à l'EMI-CFD est consacré à Erwan, jeune marin pêcheur à Brest, dont il documente la vie entre son travail, sa famille et ses loisirs. Théophile Trossat signera chaque lundi le portrait d'ouverture de la séquence. www.theophiletrossat.com

UNE FORMATION EN SITUATION

La Croix a choisi de confier les portraits et les reportages photographiques qui accompagneront la séquence « Apprendre autrement » à cinq stagiaires choisis dans la section Photojournalisme de l'École des métiers de l'information (www.emi-cfd.com). Durant sept mois, ces jeunes stagiaires ont choisi d'apprendre ou d'améliorer leur pratique du photojournalisme en se confrontant aux réalités d'un métier qui ne se résume pas à appuyer sur un déclencheur, mais demande d'être curieux, de trouver des idées, un bon angle, une accroche. « Le but de cette formation n'est pas de théoriser la pratique, mais plutôt d'en donner les clés, de proposer des pistes, de jeter les bases d'une réflexion dont chacun devra ensuite s'emparer », expliquent François Longéras, directeur de l'école, et Wilfrid Estève, responsable du département photo. Le partenariat avec La Croix vise donc à permettre à ces stagiaires d'évoluer dans un milieu professionnel pour mieux en comprendre les règles et les attentes.

ARMELLE CANITROT

« Je rêve d'une école où, en début d'année, tous les adultes en charge des élèves expliqueraient pourquoi il est essentiel d'étudier les maths, le français, l'histoire-géo... »

le système scolaire est fondé sur un implicite. On laisse aux familles – qui n'en ont pas toujours la capacité – le soin

d'explicitier ce que l'école attend des élèves et ce qui se joue dans les apprentissages...

Enfin, il faudrait également encourager ceux qui apprennent. Je garde un souvenir cuisant du

jour où des jeunes venus dans le cadre de la convention « ZEP » (NDLR : zones d'éducation prioritaire) découvrir le

fonctionnement de Sciences-Po m'ont avoué avoir été déçus : invités à assister à des cours, ils avaient réussi à suivre sans difficulté et, pour cette raison même, en avaient conclu que l'enseignement était de piètre qualité...

L'ennui, sur les bancs de l'école, tient souvent au caractère subi de l'orientation. Comment réformer le système ?

Il ne s'agit pas de réformer l'orientation mais de la créer. Rappelons-nous qu'au début des années 1970, seuls 20 % des jeunes entraient au lycée... Et que la création du bac professionnel date de 1985. C'était hier, ou presque. Ce qui importe le plus, à présent, c'est de réaligner les moyens, en donnant la priorité,

d'une part, à l'école primaire et, de l'autre, au lycée professionnel, pour revaloriser le travail manuel et technique. Si l'on veut y maintenir un effectif de 10 ou 15 élèves par classe et équiper les classes des machines-outils les plus récentes, cela coûte forcément cher. Mais c'est un investissement utile. Il faut miser sur les 40 % de jeunes qui, pour l'instant, à l'issue de leurs études, n'obtiennent pas de certification ou bien en obtiennent une mais sans emploi à la clé. **Au lendemain des émeutes urbaines de 2005, le gouvernement avait souhaité créer des contrats d'apprentissage « junior », à partir de 14 ans, mesure finalement abandonnée.** ●●●

Était-ce une bonne idée de vouloir revenir de la sorte sur l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans ?

Ce projet revenait à confier aux entreprises les jeunes que l'école ne voulait ou ne pouvait encadrer... Imaginer que ces dernières seraient disposées à les accueillir était parfaitement illusoire. Dans les années 1970, on pouvait encore devenir ouvrier qualifié - ce qui voulait dire qu'on ne l'était pas. Aujourd'hui, il n'y a plus d'emplois auxquels on peut prétendre quand on a 14 ou 15 ans et aucune qualification.

Des jeunes, la société attend une élévation de leur niveau de qualification. Les parents sont amenés à consentir des sacrifices financiers pour un résultat souvent décevant, en termes sociaux.

Le « déclassement » invalide-t-il les efforts faits pour apprendre ?

Le déclassement est une construction politique. Pour ne prendre qu'un exemple, on n'a jamais eu aussi peu de polytechniciens par rapport au nombre de bacheliers : 400 par an pour 500 000 jeunes qui obtiennent leur bac, contre 300 pour 7 000 au début du XX^e siècle. Ce qui est vrai, cependant, c'est que l'absolue analogie entre le niveau d'études et la fonction occupée au sein de l'entreprise n'est plus d'actualité. Avant, papa était ouvrier, maman employée, et on pouvait, grâce aux études, s'élever dans la hiérarchie. Détenir une licence permettait de candidater à un emploi de cadre. Ce n'est plus le cas, car le nombre des postes à responsabilités n'a pas augmenté autant que celui des diplômés. Mais cela reste quand même formidable d'avoir une licence !

Officiellement, la France souhaite voir 80 % d'une classe d'âge obtenir le baccalauréat et 50 % décrocher un diplôme du supérieur.

Est-il essentiel de se fixer un tel objectif ?

Cette ambition a du sens. Indépendamment des évolutions économiques et sociales, cela contribue à l'élévation du niveau de conscience citoyenne et participe de l'idéal démocratique. Apprendre, cela sert aussi à se déterminer, à décrypter un discours politique, à comprendre les éléments fondamentaux de la mécanique économique. Cela aide à percevoir qu'une hypothétique sortie de la zone euro et de la mondialisation ne rimerait à rien. Dans la France d'aujourd'hui, un tiers d'une classe d'âge quitte le système scolaire sans le bac, un autre tiers obtient le bac professionnel, un dernier tiers un bac général. Peut-on vraiment se prétendre une société très évoluée ?

La concurrence qui caractérise le système des prépas et des grandes écoles n'éclipse-t-elle pas le sens des apprentissages ?

Le système est devenu fou de compétition. Pour y remédier, nous avons, à Sciences-Po, décidé de sortir totalement de la logique des classes préparatoires. Nos élèves nous rejoignent soit après le bac, soit après la licence. En troisième année, nous avons rendu obligatoire un séjour à l'étranger, pour que nos jeunes puissent se rendre compte qu'en Chine, en Inde ou encore en Grande-Bretagne, il existe d'excellentes universités dans lesquelles on ne joue pas sa vie sur un concours. Nous incluons aussi dans le cursus de premier cycle la pratique obligatoire d'une discipline artistique. Certains, particulièrement brillants dans leurs études, se sentent un peu démunis par rapport à d'autres élèves qui se montrent plus créatifs et chantent ou dansent avec aisance. Cela permet à la fois de désacraliser et de rendre moins scolaire notre formation.

RECUEILLI PAR DENIS PEIRON